

Macron a obtenu le plus mauvais résultat aux législatives de la Vème République

écrit par Christine Tasin | 18 juin 2022



ENSEMBLE !

Législatives 2022 : Emmanuel Macron entre profil bas et petits calculs



Début d'un article assez intéressant d'Atlantico, même si je n'ai que le début, la suite étant réservée aux abonnés. **Il met le doigt sur la déconfiture possible, qu'il redoute plus que tout, de celui qui a été réélu presque par hasard, juste parce qu'il y a eu au même moment l'Ukraine, que les gens ont eu la tête ailleurs, que Macron a surfé sur la vague pour ne pas faire de campagne, nous prenant pour des cons, jouant la mouche du coche, prenant l'air affairé... pour ne pas avoir à défendre un bilan calamiteux et un non programme encore plus mortifère pour nous et notre pays.**

Emmanuel Macron a enregistré le plus mauvais résultat d'un président aux législatives sous la Ve République. Le chef de l'Etat a appelé les candidats de la majorité à « l'humilité » pour le second tour du scrutin. Selon les résultats officiels, la coalition d'Emmanuel Macron, Ensemble!, est arrivée très légèrement en tête des législatives avec 25,75% des suffrages contre 25,66% pour la Nupes. Les projections des instituts de sondage pour le second tour ne garantissent pas une majorité absolue pour Ensemble !.

Emmanuel Macron a-t-il perdu la main ? Moins de deux mois après sa réélection, le Chef de l'Etat subit un échec cuisant au premier tour des législatives.

Il importe peu que la coalition présidentielle, baptisée « Ensemble », totalise finalement plus de voix que l'Union de la Gauche rebaptisée NUPES. **C'est la première fois que la présidentielle n'a pas entraîné une dynamique pour le parti du vainqueur depuis que les deux scrutins se suivent.** C'est la première fois que des partis en échec à la présidentielle arrivent en un temps record, à non seulement bâtir une coalition, mais à susciter l'adhésion des électeurs dont les préoccupations ont nom pouvoir d'achat, santé, éducation, prix de l'énergie, et d'avoir des candidats, quasiment inconnus avant ce scrutin, élus au premier tour dans un contexte d'abstention record...

Et c'est ainsi que ce qui semblait impensable lors de la réélection d'Emmanuel Macron, le 24 avril dernier, s'est produit lors de ce premier tour des législatives avec une gauche qui fait jeu égal avec la majorité. **La douche a semblé-t-il être glacée pour le locataire de l'Elysée et ses proches.** Pour preuve le message que l'Elysée a voulu faire passer dimanche soir en prônant « **humilité et la mobilisation** ». A Elisabeth Borne d'appeler, en sa qualité de cheffe de la majorité, à « ne rien céder aux extrêmes », avant que la porte-parole de LREM précise, tard dans la nuit que « *pas une seule voix ne doit aller au Rassemblement national et aux candidats d'extrême droite, partout nous appelons à faire battre le RN* ». Les ordinateurs des instituts de sondages et des spécialistes électoraux ayant fait leur œuvre, il est apparu assez rapidement qu'en dépit de l'indéniable succès remporté lors de ce premier tour, la « déferlante » NUPES à laquelle appelle Jean-Luc Mélenchon, ne se produira pas dimanche prochain, que la Gauche n'est pas en mesure d'obtenir la majorité absolue qui reste à la portée de la majorité « Ensemble », formée par la République en Marche, le Modem, et Horizons,... grâce aux voix LR, dont les candidats auront été éliminés. **D'où la question : quelle sera l'attitude**

de ces deux formations, dont les chefs sont restés muets hier soir ? A n'en point douter, ils seront « des partenaires exigeants » face à Emmanuel Macron qui devra composer. Car ce qui s'est passé hier est le résultat d'une non-campagne, de l'absence de projet clair, quand ce n'est pas carrément de changement de pied, comme pour la réforme des retraites.

Dans un premier temps le projet a été annoncé avec l'âge légal porté à 65 ans ; comme il est mal dans l'opinion, Emmanuel Macron amorce un rétropédalage pendant la campagne présidentielle. Lorsque le gouvernement est enfin formé, la question revient à l'ordre du jour. Dans une interview à la presse régionale, début juin, le chef de l'Etat annonce que la réforme entrerait en vigueur dès 2023. Ce jour-là il annonce également la création d'un Conseil National de la Refondation, organisme de consultation et de concertation « citoyenne » dont les membres seront tirés au sort. Cet organisme devra naturellement consulter sur les retraites, a assuré le chef d'Etat aux dirigeants syndicaux quelques jours plus tard... Il n'y a donc pas urgence... **Allez donc vous y retrouver.** Alors, faut-il croire ceux qui affirment qu'Emmanuel Macron n'a pas préparé son deuxième mandat, et n'a pas pris en compte les conseils de ceux qui l'invitaient à bien regarder ce qui s'était passé pour François Mitterrand et Jacques Chirac ? Ou alors Emmanuel Macron considère-t-il qu'il est, à l'heure actuelle, impossible de se projeter dans l'avenir à cause de la crise internationale, avec la guerre en Ukraine, la hausse des prix des matières premières contre lesquelles le gouvernement est impuissant ? **D'où cette impression d'improvisation permanente une forme de désarroi qui traduit une forme d'impuissance face à des éléments extérieurs incontrôlables... Mais ne dit-on pas que gouverner, c'est prévoir** ? En attendant le verdict définitif des urnes dimanche prochain, Edouard Philippe aurait prôné la dramatisation, réaction classique en cas de danger électoral, afin d'encourager « le vote utile » contre l'extrême droite. François Bayrou ne s'est pas encore exprimé. Et après ? A défaut de pouvoir résoudre seul tous les problèmes de la

planète, Emmanuel Macron devrait urgemment s'attaquer aux maux dont souffre la démocratie française...

Suite réservée aux abonnés

<https://atlantico.fr/article/decryptage/legislatives-2022-emmanuel-macron-entre-profil-bas-et-petits-calculs-ensemble-majorite-presidentielle-resultats-legislatives-elections-democratie-lrem-majorite-alliance-horizons-deputes-assemble-nationale-quinquennat-anita-hausser>